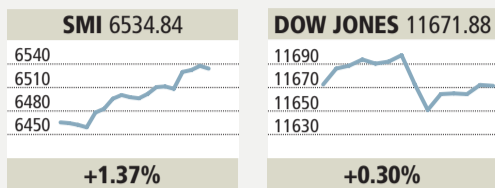


L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

UBS FACE AUX RÉGLEMENTATIONS BANCAIRES
Le groupe passe en revue sa stratégie d'ensemble **PAGE 3**

JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE



BAROMÈTRE DES BANQUES EN SUISSE

Quand la régulation stimule la créativité **PAGE 4**

SOUTIEN DE L'EURO LA SEMAINE DERNIÈRE
Les interventions de la BNS **PAGE 11**

MALGRÉ LES NIVEAUX DU FRANC
L'optimisme des exportateurs **PAGE 4**

10% DE CROISSANCE DES VENTES DE SIKA
Les effets monétaires maîtrisés **PAGE 5**

TECHNOMARINE À GENÈVE
Le virage le plus radical **PAGE 7**

EXPOSITION IVOIRIENNE DE LINDT
Le titre sous forte pression **PAGE 9**

MISE EN GARDE DE HYPOSWISS
L'inflation monétaire menace **PAGE 11**

APRÈS DIX ANS DE RÉFORME
Turquie émergente et autonome **PAGE 12**

Retour assumé à l'exclusivité



FABIENNE LUPO. Le Salon de la Haute Horlogerie aura lieu en janvier pour la troisième fois. L'identité professionnelle exclusive s'accommode de la fréquentation en baisse.

Était-ce une bonne idée de changer la date du Salon International de la Haute Horlogerie (SIHH), de mars à janvier? A quelques jours de l'ouverture du grand rendez-vous de Genève, la réponse est très claire: c'était une bonne idée stratégique. Ce ne sont pas les chiffres qui le disent, mais Fabienne Luipo, présidente de la Fondation de la Haute Horlogerie (mandatée pour l'organisation du SIHH). Paradoxalement la fréquentation est en baisse. Mais logiquement, c'est le meilleur signal que pouvait espérer un salon qui a été construit sur la recherche de l'exclusivité. La vocation du SIHH est d'être un événement privé, réservé aux détaillants et journalistes spécialisés, sur invitation uniquement. Or, le nombre de visiteurs n'a cessé d'augmenter au fil des éditions. En se distinguant du rendez-vous de Bâle, qui se tient toujours en mars, Genève renoue ainsi avec sa formule originelle. Au départ, il ne s'agissait que d'un ajustement technique du calendrier. Pendant près de 20 ans, le SIHH et Baselworld ont fait dates communes, mais la coordination a été rendue impossible en 2009, pour une simple raison de disponibilité de Palexpo (où se tient le SIHH). L'écart était inévitable et logique. La décision de déplacer le salon en janvier avait tout de même allumé le débat. Aujourd'hui, personne ne remet plus en cause les avantages du décalage et Genève n'a jamais été aussi attractive. **PAGE 7**

Retournement énigmatique sur le marché des changes

Le recul du franc depuis dix jours face à l'euro et au dollar est apparemment lié à des facteurs techniques.

SERVAN PECA

Le débat sur la valeur extérieure du franc prend tellement de place que les inquiétudes sur son appréciation ont pratiquement occulté la reprise du dollar et de l'euro ces dix derniers jours. Depuis le début d'année, ils ont progressé de 1,4% et 4,7%. Il n'est bien entendu pas encore question de céder au soulagement. Le niveau du franc reste très élevé. Personne ne se risque encore à évoquer un vrai renversement de tendance. A y regarder

de plus près, nombreux sont celles et ceux qui penchent pour le scénario d'un rebond d'ordre technique. Les traditionnels positionnements de portefeuille de début d'exercice ont sans aucun doute une influence prépondérante dans les mouvements observés ces derniers jours. Mais, alors que les grands investisseurs sont en train de rediriger leurs allocations, plusieurs éléments (plus ou moins rationnels) ne les incitent que peu à opter pour une exposition en franc. A commencer par sa valeur, qui est plus que

jamais considérée comme exagérée. Cette prise de conscience est grandissante et elle réduit l'attractivité du franc en tant qu'actif. Donc son potentiel de hausse. Le phénomène est encore renforcé par l'effet d'annonce provoqué par la réunion prévue ce vendredi entre les principaux décideurs économiques du pays. Une rencontre qui fait office de processus d'officialisation du problème de la valorisation excessive du franc. Même si, selon toute vraisemblance, aucun changement décisif ne doit être attendu.

Sur le moyen terme, les vrais déclencheurs de mouvements de change n'ont cependant pas beaucoup bougé. Sauf élément nouveau, c'est essentiellement l'évolution du niveau de stress en Europe qui donnera le ton quasi quotidiennement dans le courant de l'année.

Un baromètre d'humeur auquel est venu s'ajouter celui du flux de nouvelles en provenance des Etats-Unis, qui semble pour l'instant confirmer la dynamique positive perçue en fin d'année dernière. **PAGE 11**

JULIUS BAER À GENÈVE SUR DOUZE MOIS

Intégration réglée et visibilité accrue

RÉMY BERSIER. L'établissement bancaire a achevé l'an dernier la fusion avec ING. Elle a cherché à s'imposer davantage localement. Et a augmenté sa présence en Asie et au Moyen-Orient. **PAGE 3**



ÉDITORIAL PIERRE BESSARD

La servilité nuit à l'efficacité

Le désir de plaire peut coûter cher. La décision de la Commission de politique extérieure du Conseil national, hier, d'approuver à la fois une hausse de l'aide au développement au niveau (somme toute arbitraire) de 0,5% du revenu national brut, et l'augmentation des crédits controversés au Fonds monétaire international, témoigne de la confusion persistante qui règne entre engagement international et alignement servile. La réputation de la Suisse ne repose pourtant pas sur le suivisme des grands Etats et des bureaucraties internationales. Pour reprendre une formule de l'ambassadeur Paul Widmer, la meilleure contribution que puisse offrir la Suisse sur la scène internationale est une maison en ordre. Un taux de chômage ou d'endettement deux fois inférieur à la moyenne de l'OCDE, un système politique participatif et fonctionnel, la proximité des centres de décision, une solidité exemplaire: voilà ce qu'attend le monde de la Suisse. Le pays convainc par sa substance, et non par l'image qu'il aimerait donner de lui dans les sphères diplomatiques ou administratives. Dont les intérêts ne sont de loin pas toujours symétriques à ceux des populations qu'elles sont censées représenter.

Il est connu que la redistribution internationale de richesses n'a jamais eu l'effet escompté, ni sur la pauvreté, ni sur la stabilité à long terme. Ce n'est guère un hasard si les Etats de la zone euro en difficultés sont également les récipiendaires les plus avides des subventions communautaires. La structure d'incitations est la même que dans les pays dépendants de l'aide au développement. L'assistance internationale n'a trop souvent produit que des feux de paille. Le nombre croissant d'intellectuels africains engagés, comme June Arunga ou Thompson Ayodele, qui pourfendent l'aide comme agent de corruption et de stagnation, plaident pour la libéralisation des échanges, suggère que la supériorité morale ne se trouve pas non plus là où on l'attend. Si les pays pauvres libéralisaient déjà leurs marchés agricoles entre eux, si les droits de propriété étaient mieux reconnus, dans le sens des travaux de l'économiste péruvien Hernando de Soto, les gains de prospérité seraient considérables. La Suisse pourrait se démarquer en soutenant de tels efforts. Cela renforcerait son goodwill auprès des sociétés civiles, sinon auprès des dignitaires et fonctionnaires internationaux. ■

Facebook va détruire sa valeur publique

L'annonce du IPO de Facebook et les modalités du placement privé de Goldman Sachs sont des avertissements clairs et sans appel.

CYRIL DEMARIA

Dans une colonne remarquée de PEHub, une newsletter professionnelle des investisseurs en private equity, Connie Loizos fait un constat amer: la richesse créée par les utilisateurs de Facebook va prochainement être monétisée sans vergogne et ces derniers seront exclus d'un quelconque bénéfice de son introduction sur le marché actions (IPO en 2012). Par contraste, la comparaison du système de IPO par enchères de Google donnait à chacun un accès à l'achat d'actions de l'entreprise responsable du système de recherche et de publicité fondé sur sa popularité auprès des internautes. Plus qu'un débat assez vain sur la valorisation de Facebook à hauteur de 50 milliards de dollars, c'est la destruction de valeur publique qui est en cause. Une analyse simple selon des critères de développement durable le démontre.

Tout d'abord, sur le plan environnemental, Facebook est un destructeur net de valeur. Non seulement le service apporté par l'entreprise est minimal, mais cette dernière alimente fortement l'inflation publicitaire ambiante – et la pollution mentale associée au déficit d'attention et à la dégradation des valeurs qu'elle implique. Il n'y a qu'à constater l'impact de certaines affiches publicitaires politiques en Suisse pour se persuader que désormais, la publicité doit être considérée comme une nuisance environnementale (virtuelle ou réelle). Sur le plan social ensuite, Facebook a démontré que l'appât du gain pouvait être une motivation aussi brûlante qu'en finance. En repoussant son IPO le plus possible, l'encadrement de la société voulait de fait limiter à la fois les départs de certains employés-clés en les forçant à garder leurs titres (ou en limitant l'exercice de leurs stock-options) et leurs emplois. En interdisant de fait l'export de données personnelles vers d'autres plates-formes, mais aussi en encourageant le partage immo-déré d'intimité d'un public parfois vulnérable et souvent crédule, Facebook a démontré son absence d'intérêt envers sa responsabilité sociale. **SUITE PAGE 12**



9 771421 948004 3 0002